

Futur hôpital : la clinique des Fontaines veut se faire entendre

Sophie Bordier | Publié le 10.05.2011, 07h00



MELUN, CLINIQUE DES FONTAINES, SAMEDI. Comme l'indique ce panneau à l'entrée, l'établissement est à l'origine du projet du futur hôpital public-privé prévu au nord de la ville-préfecture avec l'hôpital Marc-Jacquet et le groupe Saint-Jean Ermitage. | (LP/S.B.)

« Je ne cherche pas à polémiquer, mais je veux quand même que ma voix soit entendue. » Présidente du directoire de la clinique des Fontaines à Melun, Nadia Boltz sort de sa réserve habituelle pour s'exprimer sur le projet du futur hôpital public-privé prévu au nord de la ville-préfecture avec l'hôpital Marc-Jacquet et le groupe Saint-Jean Ermitage.

Un ensemble qui compterait 850 lits pour desservir le bassin meluno-sénartais, soit 350000 habitants. L'ensemble est estimé à 190 M€.

« Selon le PDG du groupe Saint-Jean-Ermitage, le projet verra le jour sous l'égide de son groupe. Je rappelle que la clinique des Fontaines est à la genèse du projet. C'est bien nous qui avons signé un projet médical partagé avec l'hôpital et avec la tutelle dès le début (NDLR : accord-cadre du 15 janvier 2007). » Elle rappelle aussi que les urgences chirurgicales des Fontaines sont ouvertes 24 heures sur 24 à Melun.

Apparemment, l'entente entre deux structures privées n'est pas simple. Les propositions de rachat mutuel se sont heurtées dans le passé à des refus de part et d'autre. « Nous avons proposé de créer un groupement de coopération sanitaire (GCS), le groupe Saint-Jean Ermitage a refusé. » Elle insiste. « A titre personnel, ce projet de plate-forme public-privé, j'y crois depuis le départ. Tous les trois, nous avons des choses à faire ensemble. On a chacun quelque chose à amener. »

PDG du groupe Saint-Jean Ermitage, Philippe Cosson campe sur ses positions. « Il n'y aura pas de groupement de coopération sanitaire. 100% de nos actionnaires le réfutent. De toute façon, ce n'est ni Mme Boltz ni moi qui allons décider, mais l'agence régionale de santé. »

Délégué territorial de l'ARS en Seine-et-Marne, Eric Véchard calme le jeu. « Au regard de la complémentarité et des compétences respectives de chacun, il faut absolument que tous les acteurs soient réunis. On y croit à ce projet. Il a d'ailleurs été présenté au président de la République jeudi à Fontainebleau. » Le 27 avril à Melun, Claude Evin a indiqué que le dossier évoluait favorablement.

Hôpital : Sarkozy vante le mariage public-privé

Le président de la République est venu, à Fontainebleau, défendre les projets de plate-forme hospitalière associant les secteurs public et privé.

SOPHIE BORDIER | Publié le 06.05.2011, 07h00



Les coopérations hospitalières public-privé ont été au cœur de la table ronde à laquelle a participé Nicolas Sarkozy hier matin à Fontainebleau. Devant un parterre de 1200 invités, le chef de l'État a voulu « expliquer les enjeux », alors que le sujet provoque aussi de vives oppositions.

La cité impériale offrait un exemple en or avec le projet de plate-forme unissant les hôpitaux de Fontainebleau et Nemours à la polyclinique de la Forêt. Un site de 450 lits qui verra le jour en 2015 pour un bassin de population de près de 200000 habitants.

« Il n'est pas question de réduire les dépenses de santé », a lancé le président. « Elles ont augmenté de 3% alors que l'économie française reculait de 2,5%. Notre devoir, c'est que cet argent, l'argent des Français, soit investi de la façon la plus efficace possible. En 2007, deux tiers des hôpitaux étaient en déficit. Nous allons investir pour mieux vous soigner mais nous avons l'impératif de tenir les dépenses. »

Des inquiétudes pour les structures de soins de suite

Et de poursuivre en évoquant le secteur privé. « Ce matin, j'ai visité la polyclinique. C'est la première fois qu'un président de la République visite un établissement privé. » Le chef de l'État a précisé que ces établissements « représentent 25% de l'offre de soins ». Le projet de Fontainebleau? « Je le trouve très intéressant ; au lieu d'opposer la clinique et l'hôpital, et faire mourir les deux, car cela n'aurait pas empêché le taux de fuite vers des établissements parisiens. » Nicolas Sarkozy a exposé la donne. « A ceux qui acceptent de se restructurer pour jouer la complémentarité, nous donnons de l'argent pour investir. Votre projet est évalué à 150 M€ dont plus de 70% portés par le public. Aujourd'hui, la médecine moderne doit travailler en réseau. Ce sera la force de la médecine de proximité. »

Les participants de la table ronde ont interrogé le président. Le PDG du groupe de cliniques privées Saint-Jean-Ermitage à Melun, le docteur Philippe Cosson, a évoqué le projet de plate-forme public-privé à Melun, en partenariat avec l'hôpital Marc-Jacquet et la clinique des Fontaines. « Ce sera la plus grande plate-forme public-privé de France avec 850 lits pour un bassin de 350000 habitants. » Mais il s'est inquiété pour les structures de soins de suite et de réadaptation « sous-dimensionnées » : « L'État est-il prêt à s'engager pour développer ces structures d'aval? » Réponse de Nicolas Sarkozy : « Trop de gens restent à l'hôpital alors qu'ils ne le devraient pas. On va développer les établissements de long séjour. Entre 2007 et 2011, il y a 17% de places en plus, soit 1,2 Md€ investi. On va redonner une enveloppe à l'automne 2011. »

« Quelle sera la pérennité de nos emplois? » a demandé Corinne Roger, infirmière à la clinique Saint-Jean de Melun, exprimant ainsi l'inquiétude du personnel concerné par la réorganisation liée au projet melunais. « S'il y a fusion en un seul établissement, on s'aligne sur le statut le plus avantageux. S'il y a seulement rapprochement, vous gardez vos deux statuts », a conclu le chef de l'État.